

l'Uqam

L'UQAM dans le Réseau

La réflexion est engagée

Peu de temps après que la Commission d'étude sur les universités eut recommandé, entre autres, le retrait de l'UQAM du réseau UQ et l'obtention pour la constituante montréalaise d'un statut de parité avec les autres institutions universitaires de la région, le Conseil d'administration de l'UQAM créait un comité conjoint du Conseil d'administration et de la Commission des études.

Ce comité a reçu le mandat de superviser les études réalisées sur ces questions par le bureau de la

recherche institutionnelle ou tout autre service de l'Université; de préparer des recommandations à l'attention de la CE et du CA; de dessiner les modalités de la consultation à effectuer auprès des diverses instances de l'UQAM et enfin, de soumettre un rapport au CA et à la CE.

Présidé par M. Benoît Lauzière, président du conseil d'administration, le comité est formé des membres suivants: MM Michel Van Schendel, Jean-Jacques Giguère et André Hade, professeurs-membres de la CE; M. Claude

Pichette, recteur; M. Michel Leclerc, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche; M. Antonin Boisvert, vice-recteur aux communications; M. Jean Brunet, vice-recteur à l'administration et aux finances; Mme Claire McNicoll, doyenne du premier cycle; M. Denis Bertrand, doyen des études avancées et de la recherche.

Le journal l'Uqam suivra avec attention, au fur et à mesure qu'ils se dérouleront, les travaux de ce comité conjoint.

D.N.

Sous le signe de l'interdisciplinarité

Ouverture du doctorat en sémiologie

Le doctorat en sémiologie débute par un beau coup d'envoi: neuf étudiants inscrits, bien que le programme n'ait été officiellement ouvert qu'au début de l'été. Les étudiants viennent de plusieurs universités: UQAM, Laval,

Concordia, McGill, Aix-en-Provence, et de disciplines diverses: études littéraires, philosophie, anthropologie, communication. «L'interdisciplinarité se retrouve ici comme au sein du corps professoral et comme à l'intérieur du programme dont elle est une caractéristique fondamentale», souligne Mme Julia Bettinotti, responsable du doctorat. «La sémiologie tente précisément de fonder un lieu ouvert, en se donnant comme objet l'étude des systèmes de signes et de significations qui régissent la vie sociale».

Que le programme de doctorat en sémiologie soit rattaché administrativement au département d'études littéraires, qui l'a créé, ne devrait pas étonner puisque la réflexion sémiologique constitue une tradition dans ce département. Au premier cycle, les étudiants acquièrent une formation de base en sémiologie littéraire; au second cycle, la maîtrise propose une orientation globalement sémiologique.

Le programme de doctorat vise particulièrement «l'élaboration d'une théorie, toujours renouvelée, du signe (sémiologie régionale) concernant des objets tels: littérature et culture, littérature populaire, institution littéraire, communications, discours philosophique, peinture, musique, etc.»

Cette ouverture du programme à l'interdisciplinarité est en soi un défi, commente Mme Bettinotti. «Et pour le relever, il faudra qu'on nous alloue plus de ressources. Les équipes professorales pluridisciplinaires nécessitent, par leur nature même, plus de support. Actuellement, on nous l'offre au compte-goutte. Sans compter que nous n'avons pas l'appui d'un secrétariat permanent».

Mme Bettinotti estime qu'à l'Université, on devrait rouvrir cette question du soutien aux études avancées. «Cela implique



Mme Julia Bettinotti

une collaboration non seulement du décanat de la gestion des ressources mais également des instances syndicales. Tout me semble encore à l'UQAM perçu en fonction des études de premier cycle. Pourtant, si on n'y prend garde, c'est le premier cycle, à long terme, qui se verra vider de ses forces vives. C'est obligatoirement là que devront puiser les études avancées».

Cette parenthèse faite, ces difficultés mises à part, la responsable du nouveau doctorat en sémiologie, ne manque pas d'enthousiasme. L'équipe qui l'entou-

(la suite en page 4)



M. Jacques Larose

grève des chargés de cours, en vue de déménagements prochains. Car un minimum de 14 semaines était alors requis pour qu'un centre de coût soit doté de téléphones. Mme Doris Gaudet, responsable du service téléphonique, prendra note des correctifs qui s'imposent et les transmettra à Bell Canada. Délai prévu: de 4 à 6 semaines.

Troisième priorité: ceux qui s'apprennent à emménager dans les

(la suite en page 2)



Inauguration officielle du nouveau complexe

Lors de la réception qui a marqué l'inauguration du nouveau complexe de l'UQAM, dans la salle du pavillon Judith-Jasmin où ont été recueillis les boiseries et les vitraux de l'ancienne église Saint-Jacques, de g. à d.: M. Antonin Boisvert, vice-recteur aux communications, Mgr Jean-Marie Lafontaine, M. Jean Drapeau, maire de Montréal, M. Michel Leclerc, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, M. Benoît Lauzière, président du conseil d'administration de l'UQAM, Mme Claude Pichette, M. Claude Pi-

chette, recteur, M. Jacques-Yvan Morin, ministre de l'Éducation, M. Jean Brunet, vice-recteur à l'administration et aux finances.

En inaugurant son nouveau complexe, l'UQAM a ouvert ses portes au grand public pendant deux jours: plus de 20 000 personnes, en groupes organisés ou individuellement, ont visité les pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin, témoignant du grand intérêt que suscite l'implantation de l'Université au cœur de la métropole.

Réaction de l'UQ-UQAM au Livre vert sur la recherche

— lire en page 4

Le téléphone: un bon coup de fil à donner

Le téléphone a fait jurer plus d'un Québécois, ces derniers temps, et les utilisateurs de l'UQAM n'ont pas manqué de joindre leurs voix à ce concert de récriminations. En effet, bon nombre d'entre eux sont présentement privés de cet outil de travail privilégié. À l'Université du Québec à Montréal, toutes les conditions étaient réunies pour brouiller lignes et circuits téléphoniques, et compromettre cette double et délicate opération préparée de longue main par le Service des télécommunications de l'institution: le déménagement qui devait coïncider, pour fins d'économie, avec l'implantation d'un nouveau système téléphonique, le SL-1. La grève des chargés de cours et pour finir le plat, le conflit de travail chez Bell Canada, n'ont guère contribué à concrétiser ce beau travail de planification. Ceci dit, d'un pavillon à l'autre, tout un chacun se demande quand il pourra de nouveau compter sur cet instrument efficace de communication, héritage légitime de M. Graham Bell.

M. Jacques Larose, directeur du Service précité et par conséquent, responsable de ce dossier, ne s'arrache pas les cheveux. Avec son équipe, il re-planifie, établit de nouvelles priorités, re-consulte les principaux inté-

ressés via leurs «centres de coûts», négocie avec la compagnie Bell, répond à une multitude d'appels et de plaintes, bref, il ne chôme pas. Voici, en gros, l'état de la situation et les moyens mis de l'avant pour y remédier.

Au total, 800 téléphones avaient été commandés en vue du déménagement; sur ce, 650 sont installés et 150 se font encore attendre. La priorité du Service des télécommunications est d'abord de combler cette lacune. Au nouveau complexe universitaire, les 11 centres de coûts privés d'installations téléphoniques viennent d'être dotés d'au moins un appareil permettant de prendre les messages; puis, Bell Canada complètera les installations prévues dans les commandes initiales et qui font encore l'affaire des usagers. Car ceux-ci, pour diverses raisons, font des demandes de changement qui ne peuvent être satisfaites instantanément. Elles doivent faire l'objet de nouvelles commandes qui pourront être comblées dans un délai de 4 à 6 semaines.

Deuxième priorité au nouveau campus: ceux qui ont un téléphone ne correspondant pas à leurs besoins. Le Service des télécommunications avait dû, sur la base des informations disponibles, passer approximativement certaines commandes pendant la

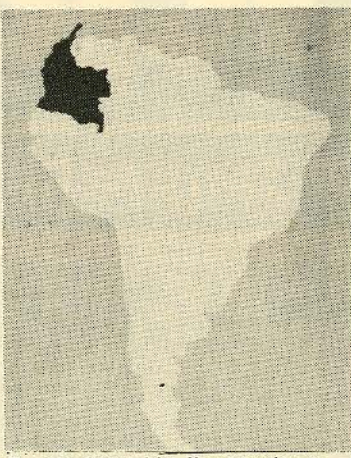
Le Sud, hors les sentiers battus

L'été dernier, le module de gestion et d'intervention touristique avait organisé des voyages d'étude en Espagne, en France et dans l'Ouest canadien. Plus de 80 étudiants y avaient participé. Cet automne, c'est une équipe plus «familiale» — des professeurs de l'ensemble de la famille des sciences de la gestion — qui met sur pied un voyage en Colombie.

Pourquoi l'Amérique du Sud? «Parce que les Québécois, en général, connaissent peu les pays d'Amérique latine. On y va pour le soleil, pour les plages, mais on ne pousse guère plus avant la découverte», estime M. Pierre Andréani, un des organisateurs du voyage.

Lundi dernier, une vingtaine d'étudiants «prêts à partir» étaient présents à une rencontre d'information sur le sujet. Selon M. Andréani, ils étaient surtout soucieux d'apprendre comment se dérouleraient, en Colombie, les sessions d'étude et les visites organisées. Le coût du voyage, \$520 (moins les repas du midi et du soir), a paru abordable à la plupart des personnes présentes. Il semble que la majorité de ces étudiants travaillent au moins à mi-temps tout en poursuivant leurs études.

Détail intéressant de ce prochain voyage qui a lieu du 25



Pour la Colombie, il est toujours temps de s'inscrire.

octobre au 4 novembre: la famille des sciences de la gestion offre trois cours différents en fonction du stage (AMM 3001 - TRM 1000 - URB 1009). Chacun de ces cours peut être pris dans le cadre d'un programme modulaire défini ou en tant que cours libre dans n'importe quel programme.

Les organisateurs du voyage en Colombie ont publié un dépliant fort bien fait sur l'ensemble de la question. On le trouve sur les présentoirs dans les différents pavillons de l'UQAM.

H.S.

Assemblée générale du SCCUQ

Malgré une mince participation de ses membres à la dernière assemblée générale du 19 septembre, le SCCUQ a adopté un ensemble de résolutions dont voici la teneur. Il a été résolu:

— Qu'il y ait une rencontre dans les plus brefs délais avec le SPUQ et l'AGEUQAM quant aux problèmes causés par les groupes-cours supérieurs à la moyenne; que la proposition privilégiée du syndicat soit de scinder ces cours sans préjudice à l'horaire et aux conditions d'études des étudiants; que les chargés de cours touchés aient des contrats distincts pour chacun des cours fusionnés.

— que soit retiré le mandat de l'assemblée générale du 30 avril 79 de voter un bref d'évocation, «étant donné la facture de la convention imposée... l'état de la mobilisation actuelle des membres, la durée de la convention et la manipulation juridique possible d'une situation d'évocation dans le contexte actuel...»

— que le SCCUQ demande à l'UQAM de signer une lettre d'entente stipulant que le maximum de charges de cours/session soit de 3 et le maximum de cours/année soit de 6. A défaut de quoi, les clauses de la convention devront être scrupuleusement respectées.

— que se tiennent des assemblées d'unités pour informer les chargés de cours du contenu de la convention imposée par le Conseil d'arbitrage, pour évaluer les problèmes survenus à la suite de l'attribution des charges de cours pour la présente session et défendre auprès des départements les exigences minimales concernant l'ancienneté.

— que tout problème touchant l'encadrement des chargés de cours par les assemblées départementales soient acheminés aux agents de griefs: Denise Beau-

doin (études littéraires); Marie Allard (sexologie); Georges Hudon (mathématiques).

— que soit formé un comité pour étudier les aspects pertinents au SCCUQ dans la convention collective SPUQ-UQAM, et que ce même comité suive de près la négocia-

tion en cours.

En fin d'assemblée, les membres ont élu une des leurs à la 1ère vice-présidence de l'exécutif: Mme Denise Beaudoin alors que le poste de responsable à la mobilisation n'a pu être comblé.

D.N.

Négociations SEUQAM

«Depuis peu, la négociation débouche parce que, paradoxalement, on sait désormais où ça bloque, entre autres sur la sécurité d'emploi et la santé-sécurité», commente le président du SEUQAM, Micheline Bourassa. La conciliation est d'ailleurs demandée par toute la table sectorielle. A nos yeux, l'attitude patronale, c'est de s'asseoir sur la convention collective: ne pas descendre sous le statu quo, mais par contre, ne pas tenir compte des changements à apporter ni des problèmes survenus dans la convention actuelle.»

En gros, le statu quo à la table RESEAU (constituantes de Montréal, Rimouski, Chicoutimi, Télé-Université et Institut Armand-Frappier) porte sur les points suivants: but de la convention, définition des termes, droits et obligations des parties, liberté d'action syndicale, ancienneté, affectation temporaire, griefs et arbitrages, frais de voyage auto, reconnaissance et juridiction, régime syndical, comité des relations de travail, promotion et mutation, mesures disciplinaires, traitement en maladie, droits

acquis et publication de la convention. En matière de perfectionnement, le Syndicat estime que les définitions patronales sont tellement imprécises qu'elles veulent dire n'importe quoi. Au chapitre des statuts particuliers, (employés intermittents, surnuméraires et temporaires, contractuels à forfait), la partie patronale ne veut pas considérer les demandes syndicales. Enfin, pour les assurances et le régime de retraite, rien de déposé encore.

A la table sectorielle, (table RESEAU ainsi que Polytechnique, U. de M., Laval et McGill), la partie patronale attend la loi 17 pour déposer ses offres. La sécurité d'emploi: il y a un problème parce que la partie patronale insiste pour que la négociation se fasse à la table RESEAU plutôt que sectorielle. Quant à la durée et à l'horaire de travail, il y a mécontentement sur la semaine de 40 heures des métiers et services, que le Syndicat demande de ramener à 35 h. Enfin, des accrochages mineurs sur la question des uniformes, des vêtements et de l'outillage (table RESEAU).

C.A.

Informatique

KA passe la main à KL

L'UQAM a ces jours-ci la curieuse particularité d'avoir deux centres de calcul. Un au Louis-Joliet, l'autre au pavillon Hubert-Aquin (porte 1325). Cette coexistence sera de courte durée, le temps d'effectuer le transfert du service de l'informatique dans des locaux plus spacieux au nouveau complexe universitaire. Le temps aussi de passer de l'ancien ordinateur au nouveau: «Changement qui devait se faire et qui coïncide avec l'entrée dans les nouveaux pavillons», précise M. Ronald Fabi, responsable de l'exploitation au service de l'informatique.

Normalement, et si les téléphones sont installés, le tout devrait être opérationnel début octobre. Pendant une brève période de chevauchement, l'ordinateur du Louis-Joliet (DEC System 10 KA) restera disponible alors que son frère puîné (DEC System 10 KL) sera rodé, toutes dispositions étant prises pour assurer un service continu avec le minimum d'inconvénients.

La puissance de traitement brut quadruplera par rapport à la capacité actuelle de traitement de l'unité centrale. Autrement dit, le nouvel ordinateur pourra desservir simultanément un plus grand



M. Ronald Fabi

nombre d'utilisateurs, avec le bénéfice d'un temps de retour amélioré. Mais en ce qui concerne les appareils périphériques, tels que les imprimantes, le progrès sera moins marqué: une légère augmentation de vitesse, l'adjonction des caractères minuscules, l'accroissement de la fiabilité.

L'ordinateur de l'UQAM traite en exclusivité ce qui concerne la gestion: aménagements, finances, dossier étudiant (registrier), etc. Les travaux pour l'enseignement et la recherche se partagent entre l'ordinateur de l'UQAM et celui de l'UQ à Québec, dépendant de la source du logiciel offert. En effet, certains programmes sont produits par l'UQAM, et d'autres par Québec.

L'exécution de travaux en vrac pour le compte des usagers de la collectivité universitaire, la consultation ainsi que la vente de manuels d'informatique continueront comme à l'habitude de constituer le gros des services de l'informatique, mais dans des locaux dorénavant plus vastes, mieux adaptés et, d'autre part, facilement repérables au pavillon Aquin par la teinte bleue des murs. L'horaire reste inchangé: «Via l'ordinateur actuel, nous renseignerons l'utilisateur sur la marche à suivre pour effectuer le transfert d'un ordinateur à l'autre», conclut M. Fabi.

C.A.

Mise en candidature

AGEUQAM

Mercredi, 12 septembre, s'ouvrait la période de mise en candidature aux postes électifs de l'AGEUQAM: responsable général, responsables à la liaison, aux finances, à l'information, au secrétariat. Et délégués (3) à l'ANEQ. Les étudiants intéressés ont jusqu'au 26 septembre, 18 heures, pour soumettre leur candidature.

Le comité d'élection (élu lors d'une récente PIM) a été mandaté pour recevoir les programmes des candidats, qui ont le choix de se présenter en leur nom propre ou au sein d'une équipe.

Les programmes, dactylographiés, ne devront pas excéder un certain nombre de pages (on vérifie ce détail auprès du secrétaire, au pavillon Riverin, local 7905). C'est également à cet endroit que l'on fait connaître son désir de se présenter à l'un des postes ouverts et que l'on envoie son programme.

Les élections se tiendront le 9 octobre, soit quelques jours après le Congrès d'orientation de l'AGEUQAM qui a lieu cette année les 1er, 2, 3 et 4 octobre.

ACUQAM

L'ACUQAM [Association des cadres de l'Université du Québec à Montréal] convoque ses membres à une assemblée générale spéciale le lundi 1er octobre à midi, à la salle communautaire du pavillon Judith-Jasmin. Quelques points saillants à l'ordre du jour: le rapport de l'exécutif portant entre autres sur le traitement des cadres, le protocole, la politique de l'UQAM en cas de conflit ainsi que les élections de ses officiers pour l'année qui vient.

Le téléphone...(suite de la page 1)

pavillons Hubert-Aquin et Judith-Jasmin. D'après M. Larose, ils n'ont guère intérêt à changer de locaux avant que les deux autres problèmes soient réglés, pour des raisons évidentes. Mais d'ici deux mois, la situation devrait être rétablie pour ces trois groupes d'utilisateurs. Le Service des télécommunications a déjà tout mis en oeuvre pour rencontrer cet objectif.

Dans les autres pavillons, la priorité retenue est la même: donner le service téléphonique à ceux qui ne l'ont pas. C'est M. Pierre Montpetit qui est responsable de ce dossier. Il entreprendra ensuite de munir d'appareils SL-1 les centres de coût extérieurs au nouveau complexe universitaire. Seront d'abord desservis: le Read, le Lafontaine, le Phillips, Sciences et Arts IV. A noter que seuls les pavillons qui ont plus de cent appareils y ont droit (seuil de rentabilité économique fixé par Bell); les autres devront se contenter d'un système «centrex» amélioré.

«En février dernier, déclare M. Jacques Larose, nous prévoyions terminer cette conversion pour le mois de décembre. Malgré les obstacles, nous y parviendrons dans 90% des cas. Impossible de faire mieux, puisque certains déménagements n'auront pas lieu avant avril ou mai prochain.» Il ajoute que le séminaire d'initiation au SL-1 est nécessaire à quiconque souhaite tirer partie des nombreux avantages de ce système: conférences à trois, transferts, appels de consultation, etc. Une révision du diaporama de présentation est en cours, et les séminaires reprendront début octobre, au rythme des besoins; ils seront offerts sur une base permanente aux nouveaux employés, ou aux anciens qui ressentent le besoin de se «recycler»; des appareils seront à leur disposition, leur permettant d'en

essayer toutes les possibilités. Les intéressés sont priés de communiquer avec Mme Doris Gaudet, au 282-4650, via leur centre de coût.

Les critiques présentement formulées à l'endroit du Service de télécommunications sont de deux ordres: certains impatients s'en prennent au personnel, et d'autres, à leurs nouveaux appareils téléphoniques qu'ils connaissent mal. «Les gens n'ont pas à nous appeler pour nous apprendre qu'ils n'ont pas le téléphone», précise M. Larose; nous ne le savons que trop. Quant au choix du système SL-1, il résulte d'une série d'études de marché, de calculs de rentabilité, et des besoins exprimés par les utilisateurs eux-mêmes. «Comme dans tout changement de cette importance, une période d'adaptation est nécessaire, conclut M. Larose. Nous n'avons pas pris cette décision à la légère. Et nous sommes persuadés que sous peu, tous en reconnaîtront le bien-fondé.»

Claire Gauthier

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

volume VI, numéro 3
24 septembre 1979

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1199 rue de Bleury, Montréal
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal deuxième semestre 1979
Bibliothèque nationale du Québec

Braitstein à la Galerie UQAM

La Galerie UQAM, du 25 septembre au 6 octobre, expose des sculptures de M. Marcel Braitstein, professeur au département d'arts plastiques. Soit une quarantaine de pièces, au total, portant sur deux thèmes: la colonne, illustrant notre société technologique moderne avec ses germes de désintégration; et des reliefs de l'avenir, représentant les vestiges de cette société lorsqu'elle aura été détruite. La Galerie est située au pavillon Judith-Jasmin, salle JR-120. Elle est ouverte du mardi au samedi, de 12h00 à 18h00, et le jeudi, de 12h00 à 20h00.

En sciences de la gestion

L'écart s'accroît entre les ressources et les activités

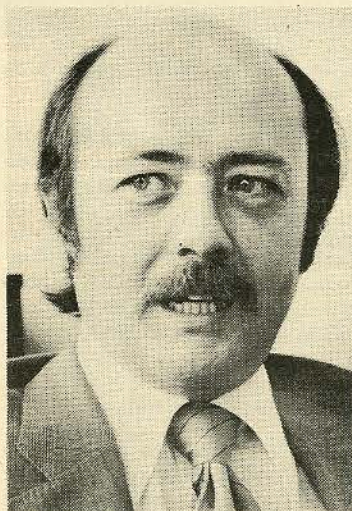
Plus du quart des clientèles de l'UQAM sont en sciences de la gestion, soit 4 500 étudiants. Les organismes comptables professionnels (C.A., R.I.A.) reconnaissent la valeur des candidats formés à l'Université; les excellents résultats en comptabilité sont là. Tant dans les milieux d'affaires qu'au gouvernement, au ministère de l'Industrie et du Commerce en particulier, on prend bonne note de l'esprit d'entrepreneuriat des étudiants. «Notre image nous est propre. Dans l'ensemble de l'UQAM, elle se différencie», affirment avec le calme sûr de managers d'une entreprise bien lancée MM. Pierre D'Aragon et Jean-Charles Chébat, respectivement vice-doyen des sciences de la gestion et directeur du département des sciences administratives.

«Mais, enchaînent le vice-doyen et le directeur en repliant le tableau d'honneur, s'il existe à l'Université un secteur sans problèmes, comme on l'a récemment déclaré, eh bien ce n'est pas le nôtre!» A leur avis, partant du fait qu'il y a 180 charges de cours pour 130 chargés de cours, et qu'à peine 28% des cours sont donnés par des professeurs à temps complet, alors que la moyenne est de 67% pour l'UQAM, les ressources reçues par le secteur en général sont hors de proportion avec les activités: «La tendance est claire: l'écart entre ce que le secteur reçoit et ce qu'il aurait dû recevoir s'accroît dangereusement depuis plusieurs années; par ailleurs, le secteur obtient toujours moins que ce qu'il devrait avoir, à l'inverse d'autres secteurs. Le nôtre est dans une



M. Jean-Charles Chébat

situation tiers-mondiste en ce sens qu'il est mal nanti. Le fossé entre les «riches» et les «pauvres» s'accroît. Il résulte de cette situation que plusieurs professeurs sont obligés d'assurer des tâches pour lesquelles ils n'ont pas été engagés, c'est-à-dire consacrer une majeure partie de leur temps à l'encadrement de chargés de cours au lieu de l'employer à des travaux de recherche et autres services à la collectivité. En outre, un département dépourvu d'un nombre suffisant de professeurs présente peu d'attrait pour des universitaires de carrière qui constatent que la réalité de la vie quotidienne d'un professeur dans ce département est remplie de tâches non valorisées par le monde de l'enseignement supérieur. Le recrutement est rendu difficile.»



M. Pierre D'Aragon

Le solution: un effort concerté

Pour les gens des sciences de l'administration, le problème et sa solution sont transparents. Le secteur à ses débuts était très petit, marginal, comparativement au reste de l'UQAM. C'est pourtant celui qui a connu le plus haut taux de croissance. Les modèles d'allocation des ressources dans l'Université ont toujours été considérés en fonction de l'acquis, au lieu d'être basés sur une planification des croissances sectorielles. «D'où, encore une fois, inadéquation entre les ressources et les activités, écart qui ne peut que croître à moins que l'on ne fasse un effort concerté pour le combler», concluent MM. D'Aragon et Chébat.

Claude Asselin

Simon Pariente à l'UQAM

C'est à double titre que M. Simon Pariente, professeur de finance à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, séjourne à l'UQAM pour la durée de la session d'automne.

M. Pariente est d'une part invité à donner deux cours au département des sciences de la gestion de l'UQAM. Il a d'autre part pour mission d'observer sur place

comment fonctionne ce que les Français appellent le Business School américain, mais dans le cadre unique d'une université francophone d'Amérique; quels types de recherches y fait-on? comment s'articule le système pédagogique de la double structure, très particulier à l'établissement? quels sont les liens entre le milieu universitaire et le monde des affaires et de l'administra-

tion, ce genre de rapports n'étant pas courant là-bas?

En plus de mener un projet de recherche conjoint avec M. To MinH Chau, du département des sciences de la gestion, M. Pariente entrevoit la mise en marche de projets intégrés de coopération franco-québécoise UQAM-Toulouse, dans la perspective d'un éventuel jumelage des deux universités.

Pour ou contre le fénitrothion?

Le fénitrothion, pesticide destiné à enrayer les ravages causés par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, est-il toxique? De toute manière, vaut-il mieux l'utiliser pour sauvegarder les forêts du Québec plutôt que de laisser celles-ci être entièrement dévorées par ces insectes sans merci?

C'est à ces questions capitales pour la qualité de l'environnement que tentent de répondre M. Gaston Chevalier, du département des sciences biologiques et M. Michel Côté, de la faculté de pharmacologie (U. de M.) qui entreprennent récemment une recherche conjointe, subvention-

née par le Conseil national de la recherche et par le FIR.

Le ministère des Terres et Forêts répand, depuis quelques années, 3 onces à l'acre de fénitrothion sans que des études préalables aient démontré le degré de toxicité de cet insecticide. L'objectif de MM Côté et Chevalier est donc de rechercher la plus petite dose susceptible de provoquer des lésions pulmonaires à long terme et d'aviser ainsi la collectivité québécoise des conséquences possibles de ces arrosages massifs.

«Chez les mammifères le poumon est un organe-cible, expliquent les chercheurs, puisqu'il est la principale porte d'entrée des substances inhalées. Il est très vulnérable du fait qu'il a 40 types différents de cellules présentant toute une gamme de susceptibilités à une variété d'agents toxiques. Et l'on sait, qu'en Amérique du Nord, les maladies respiratoires occupent le troisième rang. Les recherches en toxicologie des

CERSE: subvention et consolidation

Le Centre de recherche en sciences de l'environnement (CERSE) commence l'année universitaire avec une bonne nouvelle et un réaménagement de ses programmes.

Le MEQ, suite à un Avis du Conseil des universités, lui accorde une première subvention de 45 000\$ (dans le cadre du programme FCAC), renouvelable pour l'exercice financier 1980-1981, ce qui représente une hausse de 50 p.c. par rapport à la subvention accordée en 1978-1979.

D'autre part, les cinq programmes de recherche du CERSE ont été consolidés en trois programmes cette année: environnement atmosphérique, environnement aquatique (incorporant l'ancien programme d'environnement algologique), écologie numérique et environnement (qui étaient deux programmes distincts).

«Nous apportons, dit M. Conrad East, directeur du CERSE, plus de cohésion dans notre programmation. Nous pensons améliorer ainsi la qualité de notre apport au programme de maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM.»

Les liens avec la maîtrise

C'est une particularité du CERSE d'être partenaire à part entière de ce programme de maîtrise; le Centre fait partie du comité qui régit le programme au même titre que les départements de physique, chimie, biologie, sciences de la Terre et géographie. Et deux professeurs, représentant les départements, font partie du comité de direction du Centre de recherche.

«Les liens que nous avons avec le programme de maîtrise, dit M. East, sont un avantage considérable pour les étudiants, mais ces liens ne se maintiennent pas au détriment de la recherche proprement dite. Au contraire.

«Le Centre a une programmation originale, qui offre des possibilités de stage et de recherche aux étudiants qui s'orientent vers ces champs d'intérêt; ils ont là l'occasion de parfaire leur formation de chercheurs. L'année dernière, 18 étudiants de maîtrise ont été associés à nos travaux ou avaient comme tuteur un chercheur du Centre; 14 professeurs, venant des départements concernés, ont participé de façon diverse à des projets du CERSE.

«Le Centre est particulièrement propice à la recherche pluri-disci-

poumons sont donc d'une grande importance sociale.»

Ayant, dans un premier temps, simulé les agressions par l'injection directe de fénitrothion dans les poumons d'animaux de laboratoire, MM Côté et Chevalier peuvent déjà affirmer qu'une dose très élevée produit de graves lésions et qu'une dose moindre peut causer des dommages de type fibrose. Ils comptent étudier sous peu les interactions des solvants et additifs utilisés lors de l'épandage pour en découvrir également leur degré de toxicité.

«Notre recherche, observe M. Côté, peut fort bien déboucher sur l'étude d'autres substances et avoir ainsi un impact écologique réel. Quand on songe qu'il y a, de par le monde, 5 000 nouvelles substances utilisées chaque année!»

Ces expertises peuvent-elles avoir des répercussions politiques avant qu'il ne soit trop tard?



M. Conrad East

plinaire, qui est un autre facteur important de formation.»

Le problème des «contrats»

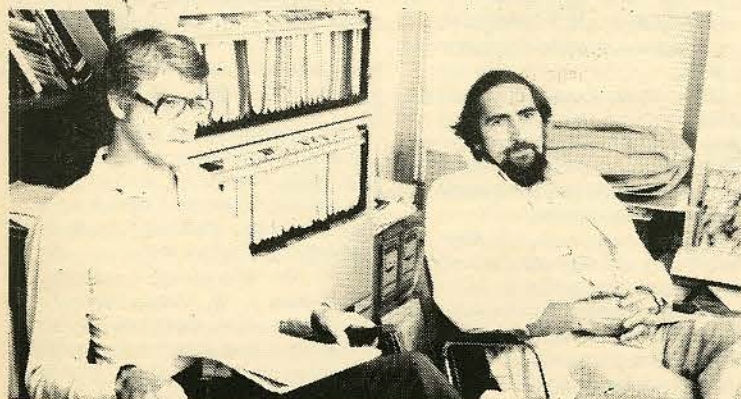
Avec un budget de quelque \$300 000, le CERSE reçoit environ un tiers de ses fonds de l'UQAM, deux tiers de l'extérieur, soit de subventions, soit de contrats d'organisme publics ou parapublics.

«Je n'aime pas le terme «contrat», dit M. East, parce qu'il prête à une perception fautive de la réalité.

«Il s'agit, dans les faits, d'une convention de recherche et j'aimerais bien que le terme soit retenu. C'est nous qui déterminons les conditions de ce que j'appellerai nos offres de services, et ces conditions sont claires: le projet doit entrer dans le cadre de notre programmation originale de recherche; il doit servir la formation de chercheurs; il doit conduire à la publication des résultats de nos travaux. Le seul élément de contrainte dont on pourrait parler, c'est l'existence d'un échéancier; mais ce facteur a aussi des éléments positifs.»

La flexibilité de l'approche à la recherche, telle qu'on la conçoit au CERSE, est, selon M. East, le pendant du caractère de la maîtrise en sciences de l'environnement, «qui est un peu à cheval entre la maîtrise scientifique et la maîtrise professionnelle traditionnelle.»

P.G.



MM Côté et Chevalier: «Il s'agit d'évaluer le moindre risque. Le fénitrothion présente-t-il plus d'avantages que de dangers?»

«Le Québec est mûr, croit M. Chevalier, pour prendre des décisions éclairées en ce domaine. Il y a un intérêt grandissant pour ces questions dans les milieux gouvernementaux et les cris d'alarme, lancés par des individus ou groupes de pression, commencent à être entendus.»

D.N.

M. Pierre Dansereau, écologiste, de l'UQAM, présentera l'un des trois thèmes généraux, «Ecosystèmes et rythmes de la vie urbaine et aménagement du temps», qui seront abordés lors du Congrès international de l'Union mondiale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, qui se déroulera à Montréal du 31 octobre au 4 novembre prochain. Pour tout renseignement, on s'adresse au secrétariat du congrès: Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle, au téléphone 342-0596.

La recherche scientifique au Québec

L'UQ - UQAM réagissent au Livre vert

Dans sa réponse au Livre vert «Pour une politique québécoise de la recherche scientifique», remise récemment au ministre d'Etat au développement culturel, l'UQ affirme souscrire à la volonté du gouvernement d'établir une politique globale pour la recherche scientifique au Québec.

L'UQ formule néanmoins d'abondants commentaires. Elle craint en premier lieu que le gouvernement ne mise d'une façon excessive sur le remède de la planification pour guérir tous les maux et s'étonne du même coup qu'il n'ait qu'effleuré l'aspect économique lié à l'élaboration d'une politique globale.

Par ailleurs, l'UQ s'oppose à ce que l'on définisse la recherche scientifique selon le lieu où elle se fait. Elle croit plutôt à la nécessité d'une concertation entre les secteurs gouvernementaux, indus-

triels et universitaires et fait entendre que ce modèle tripartite, favorisant les échanges avec les partenaires, est plus que prometteur.

Dans cette lignée, l'UQ remet en cause le désir exprimé dans le Livre vert de réduire les interventions de l'Université dans le secteur de la recherche orientée et appliquée, laquelle serait davantage l'apanage des organismes gouvernementaux de recherche. Le siège social réagit fortement à la finalité de la recherche universitaire proposée dans le document: le développement général des connaissances.

A cet égard, l'UQ exprime son désaccord avec les auteurs du document de consultation qui qualifient de suppléance le rôle qu'elle a joué ces dernières années dans la recherche orientée vers la solution de problèmes

régionaux et québécois. «Nous croyons, au contraire, qu'il s'agit là d'une orientation foncièrement justifiée et commandée par la conception que nous nous faisons des missions et des rôles de l'Université dans son milieu.»

«L'Université ne doit pas craindre, lit-on encore dans la réponse de l'UQ, de trahir sa mission en orientant ces activités... (en ce sens), convaincue que le savoir, partagé par un plus grand nombre, rehausse non seulement le libre exercice de l'esprit mais améliore également les conditions socio-économiques de la société...»

Réactions de l'UQAM

Ayant participé de près à la production du mémoire de l'UQ et faisant siennes ses principales observations et recommanda-

tions, l'UQAM a toutefois tenu à faire parvenir au ministre un avis complémentaire afin de faire ressortir certains aspects qui la concernent particulièrement.

L'UQAM insiste d'abord sur la nécessité pour l'Université de demeurer le lieu privilégié de la recherche libre, subventionnée ou non. Et réaffirme le droit des enseignants à choisir leurs sujets et méthodes de recherche ainsi que les moyens financiers et organisationnels dont ils ont besoin.

Ceci dit, l'UQAM réitère sa foi dans l'importance de la recherche orientée institutionnellement autour d'axes prioritaires, que ce soit dans les centres ou laboratoires de recherche, dans des équipes départementales ou multidépartementales.

L'UQAM enfin s'inscrit en faux contre les affirmations du Livre vert qui limitent les recherches liées aux services à la collectivité au prolongement de la seule recherche orientée et appliquée. Et contrairement à ce que semble suggérer ce premier document de travail et de consultation au Québec, l'UQAM estime que le volet recherche/services à la collectivité est une des formes d'insertion les plus dynamiques de l'Université à son environnement culturel et social.

M. Denis Bertrand, doyen des études avancées et de la recherche, croit pour sa part qu'aucun Livre vert ne peut contrer les orientations de recherche définies dans une institution donnée par ses propres chercheurs. Si les volontés de ceux-ci sont suffisamment énergiques.

Denise Neveu

Un livre de Renald Legendre

«Une éducation... à éduquer!»



«Il est faux de prétendre que l'esclavage a été aboli. On l'a plutôt travesti et généralisé. Plus raffiné et plus insidieux que jadis, l'assujettissement n'en demeure pas moins aussi odieux et pervers, car il infiltre non seulement le corps, mais également l'esprit (...). Est-il alarmiste d'affirmer que l'aliénation de l'homme semble s'amplifier? Nous vivons l'ère de l'homme-robot. Sollicité continuellement de toutes parts, au-delà des frontières de la saturation, l'homme est un automate qui se croit libre.» L'auteur de ces lignes n'est pas le théoricien allemand Herbert Marcuse, mais bien M. Renald Legendre, professeur au département des sciences de l'éducation.

Sa pessimiste vision des choses l'amène à cette deuxième constatation, guère plus réjouissante: «L'éducation voit présentement son édifice se fissurer de toutes parts sous les assauts répétés des défis modernes (...). Son désordre de plus en plus apparent compromet gravement son action et soulève sans cesse plus d'incrédulité (...). Sa définition souffre d'imprécisions, son langage est brumeux et ses procédés relèvent souvent de l'improvisation pure et simple (...). Si elle n'y prend garde, elle peut devenir un facteur supplémentaire de l'aliénation de l'homme au lieu d'être l'instrument d'une société plus humaine.»

Ce cri d'alarme, M. Legendre l'adresse aux parents, étudiants, éducateurs et administrateurs scolaires que l'éducation actuelle laisse perplexes. Dans un ouvrage qui vient de paraître sous le titre «Une éducation... à éduquer!», il propose un diagnostic du système scolaire, partant du



M. Renald Legendre

principe que «la solution ne devrait jamais précéder la connaissance approfondie d'une situation».

Volume d'espoir, annonce l'auteur: «Notre souhait le plus cher est qu'au-delà des carences, nous puissions entrevoir ensemble une amorce de solution à la crise de l'éducation.» Volume d'engagement également: «Ce que nous proposons ne relève pas du cataplasme. C'est une solution globale plutôt qu'une recette isolée. Elle nécessitera la participation d'une majorité d'agents de l'éducation dans le cadre d'un processus permanent de recherches et de réalisations.»

Ce livre de quelque 300 pages, publié aux Editions France-Québec, est le premier d'une nouvelle collection intitulée «Le défi édu-

catif». D'autres ouvrages sont en préparation, axés davantage sur la quête de solutions, dont les deux derniers chapitres nous donnent un avant-goût. Voici un échantillon des autres grandes questions abordées dans ce volume: l'éducation dans la société d'aujourd'hui et de demain; le point sur l'éducation actuelle et ses mirages; une grille pour évaluer la qualité pédagogique d'une école; ce qui en est vraiment de la formation des maîtres; le sens concret d'une réforme pédagogique; une méthode pour résoudre le casse-tête d'un projet éducatif; une présentation du projet CERCLE (Centre d'études, de recherches et de consultations locales en éducation)...

En fait, le livre de Renald Legendre est l'aboutissement d'une quinzaine d'années d'enseignement, de réflexion et de recherches effectuées en milieu scolaire. Et pour mettre en mots cette expérience, il aura fallu plus de trois ans. Car à maintes reprises, son manuscrit fut soumis à des parents, des universitaires et des enseignants, dont les commentaires et suggestions furent fort appréciés: «C'est à eux que je m'adresse. Je voulais être certain que le message soit bien compris; sinon, on écrit pour soi-même et ce n'est vraiment pas la peine.» C'est volontairement qu'il a choisi ce processus long et exigeant: «Pour faire «sérieux», les universitaires utilisent trop souvent un langage sophistiqué, des expressions pompeuses et ronronnantes parfois vides de sens. Pourtant, le chercheur se doit de mettre à la disposition des principaux intéressés les résultats de ses travaux, en des termes accessibles pour eux.»

Résultat: le texte qu'il nous offre, dans sa septième et définitive version, est bien documenté, truffé de citations, étoffé de tableaux et de graphiques, abondamment illustré, et surtout, rédigé dans un style simple, parfois mordant et tout plein d'humour.

Au cœur du débat en cours sur l'éducation, cette publication tombe pile. Sans compter qu'elle promet aux intéressés d'agréables heures de lecture.

C.G.

Le bacc. s'obtient aussi par le cumul des certificats

Même si le règlement du premier cycle de l'UQAM prévoit qu'un étudiant peut obtenir un baccalauréat en cumulant les certificats, personne ne s'est encore prévalu de cette possibilité. Les demandes de renseignements, cependant, se font plus nombreuses. On veut être renseigné et rassuré sur la valeur de ce baccalauréat.

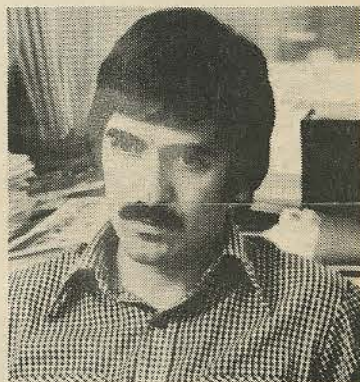
M. Réginald Trépanier, adjoint au doyen des études de premier cycle, rappelle que les certificats d'étude de 1er cycle sont des programmes de courte durée (10 cours ou 30 crédits), complets et autonomes. Mais que «pour autant que certaines règles soient respectées, le cumul de divers certificats (pour une valeur totale de 90 crédits), permet d'obtenir un B.A., un B.Sc., un bacc. ès sciences appliquées, en éducation ou en administration des affaires». L'appellation du diplôme dépend des programmes complétés ou des cours suivis.

A titre d'exemple, M. Trépanier avance des «combinaisons» possibles:

- le cumul des certificats en administration, en gestion informatisée et en affaires immobilières, mène à un B.A.A.;
- l'association de programmes moins immédiatement reliés les uns aux autres, comme les certificats en animation culturelle, en gestion des services municipaux, en arts plastiques, conduiront à un B.A.;
- le cumul de certificats de sciences de l'environnement, d'économie et de formateurs d'adultes, permet d'obtenir un B.Sc.

On pourrait multiplier les exemples, surtout si on prend en considération le fait qu'un étudiant peut utiliser un certificat (sur un total de trois) décerné par une autre université.

Le bacc. issu du cumul des certificats est régi par les mêmes règles que tout autre programme de premier cycle. Outre les conditions générales (DEC ou 22 ans et expérience pertinente), l'étudiant doit se conformer dans certains cas à des conditions particulières d'admission ou à des procédures de sélection (contingemment).



M. Réginald Trépanier

Mais comment, au bout de la ligne, obtient-on un diplôme de bachelier par cumul de certificats? Quelles sont les démarches à suivre?

«Il faut que l'étudiant en fasse la demande lui-même, par écrit, au registrariat», explique M. Trépanier. Cette demande peut se faire en cours d'études ou lorsqu'on a complété les 90 crédits requis.

L'étudiant doit fournir des renseignements de base (identification des programmes de certificats, année d'obtention, institution où ils ont été suivis), et transmettre des attestations s'il a obtenu un certificat dans une autre université.

Muni d'un tel diplôme de bachelier, dans quelles voies peut-on s'engager? Est-on mieux, moins bien, ou tout aussi solidement armé qu'avec un bacc. «régulier»?

C'est une question dont on fera état dans un prochain article.

H.S.

En sémiologie... (suite de la page 1)

re non plus. On se dit agréablement surpris du résultat des expertises touchant le programme dont on n'a pas manqué de souligner l'originalité et la pertinence — il n'existe pas ailleurs au Canada de doctorat en sémiologie.

En études littéraires, d'autre part, le département mène plusieurs projets d'envergure ayant

un rayonnement hors nos murs: publication de la revue québécoise «Voix et Images», co-rédaction de la revue internationale de sémiologie «Degrés», travaux de l'équipe de recherche GRESEM. Si parfois au département on se ronge les sangs, on n'a, à tout le moins, pas le temps de se tourner les pouces.

Hélène Sabourin

Bref

M. Jean-Charles Chébat, directeur du département des sciences de l'administration, a réalisé avec la collaboration du LARSA un film en 16 mm. sonore, produit et structuré d'après son livre «Stratégie du Marketing» publié en 1977 aux P.U.Q. Cette illustration audio-visuelle destinée à aider l'étudiant dans ses travaux s'accompagne d'un cahier d'exercices, de cas et de corrigés. C'est un diaporama filmé utilisant quatre projecteurs et d'une durée de une heure et six.